

**Consultations sur la lutte contre l'impunité et la mise en œuvre du principe de  
complémentarité  
Kinshasa - RDC  
29 Septembre - 3 Octobre 2013**

Du 29 Septembre au 3 Octobre 2013, PGA a effectué une mission sur le terrain à Kinshasa (République démocratique du Congo - RDC) dans le cadre du *Projet sur la complémentarité de PGA* afin de générer une volonté politique dans la lutte contre l'impunité à travers de vraies enquêtes et poursuites nationales, et la réalisation des droits des victimes. En outre, l'équipe de PGA est parvenue à faire valoir la position de sa Campagne pour la CPI de PGA en soutien à la CPI et contre le retrait de certains États parties africains du Statut de Rome.

La délégation PGA a rencontré de nombreux parlementaires (députés et sénateurs), les parties prenantes et les acteurs concernés de la RDC qui ont tous convenu que le principe de complémentarité nécessite la mise en œuvre intégrale du Statut de Rome de la CPI dans l'ordre juridique congolais. Au cours de la mission, l'ordre du jour de l'Assemblée nationale a été publié et PGA a pu confirmer que la proposition de loi déposée par la PGA membre l'Hon. Balamage en Septembre 2012 a été incluse comme un élément prioritaire de l'ordre du jour de la commission PAJ grâce aux efforts de membres de PGA à l'Assemblée nationale et suite au [Séminaire de PGA à l'attention des parlementaires sur les mesures nécessaires à la mise en œuvre du principe de complémentarité entre les juridictions nationales et la CPI](#) qui s'est tenu au Parlement de la RDC les 12-13 Juin 2013. Un grand nombre d'éminents sénateurs ont également confirmé leur mobilisation pour une prompt adoption de la loi une fois au Sénat.

En outre, PGA se félicite que ses anciens membres et ceux ont assuré l'inclusion de (i) la lutte contre l'impunité, (ii) l'adoption de la loi de mise en œuvre du Statut de Rome et (iii) la création d'un mécanisme pour la réparations des victimes dans les conclusions des « Concertations nationales » qui ont été convoquées par le gouvernement et se sont tenus au sein du Parlement de la République démocratique du Congo fin de Septembre .

Cette information a notamment été confirmée par le président de l'Assemblée nationale et membre de PGA, l'Hon. Aubin Minaku, qui a présenté le 5 Octobre la synthèse des « Concertations nationales » au Président de la RDC, M. Kabila, et qui a réitéré à la délégation PGA au cours d'une rencontre le 2 Octobre son engagement sans réserve à la mise en œuvre nationale du Statut de Rome (qui est une des 5 priorités de son programme actuel de l'Assemblée nationale).

Ay cours de cette rencontre entre la délégation dirigée par l'Hon. Dieudonné Upira (Province Orientale), président du Groupe National de PGA en RC, et en réponse à une suggestion de l'Hon. Juliette Mbambo (Nord-Kivu ) membre de PGA, l'Hon. Minaku a

accepté de discuter avec le président Kabila du Sommet de l'Union africaine sur la CPI, qui se tiendra à Addis-Abeba les 11-12 Octobre 2013 et au cours duquel une position de l'Union Africaine invitant les États membres africains à se retirer de la CPI sera discutée. Exprimant son opinion personnelle, M. Minaku a déclaré que la RDC « *doit se mettre à la place de la victime, de la victime africaine qui mérite la justice, et sans préjudice des intérêts géostratégiques, la RDC doit maintenir son soutien et sa coopération avec la CPI au sein et non en dehors du Statut de Rome* ». L'Action mondiale des parlementaires et la Chambre des Représentants de la Colombie adresseront une invitation à M. Minaku afin qu'il intervienne au Forum annuel de PGA 2013, qui se tiendra à Bogota les 9-10 Décembre 2013 à l'occasion de la Journée Internationale des droits de l'Homme, sur le thème suivant : «La contribution de la RDC au développement de la justice pénale internationale ».

La délégation PGA a également rencontré des représentants de la communauté internationale des donateurs dans le secteur de la justice (notamment la Belgique, la France, l'UE, l'Italie, les Pays-Bas et les Etats-Unis): le résultat de ces réunions, notamment celle avec le chef de la délégation de l'UE en RDC, a renforcé l'engagement des membres du groupe de PGA en RDC à soutenir la CPI et à poursuivre les actions pour lutter contre l'impunité dans le pays.

Enfin, la délégation de PGA a rencontré le Procureur général de la République en vue d'établir un dialogue et une base solide pour la coopération future avec le Parlement de la RDC dès que la loi de mise en œuvre sera adoptée, afin de s'assurer que les priorités et les préoccupations sur la lutte contre l'impunité de son Bureau seront prises en compte par les législateurs et qu'une communication mutuelle entre les deux institutions se mette en place.

Pour plus d'informations sur notre travail en RDC veuillez consulter notre site internet : <http://www.pgaction.org/countries/africa/drc.html>